

Table des matières

La transmission du patrimoine familial: aspects successoraux et fiscaux	7
<i>Olivier D'AOUT et Florence FASSIN</i>	
Introduction	7
Section 1. Les cinq grands axes de la réforme successorale	8
§ 1. La réserve héréditaire	8
A. La réserve des ascendants	8
B. La réserve des descendants	9
C. La réserve du conjoint survivant	10
D. L'usufruit continué du conjoint survivant et du cohabitant légal	11
E. La réserve du cohabitant légal	12
§ 2. Le rapport des donations	12
A. Principes	12
B. L'imputation des donations	15
§ 3. Le partage	16
A. Le rapport de dettes	16
B. Le partage amiable	17
§ 4. Les pactes successoraux	17
§ 5. Les rapports successoraux entre conjoint et enfants	20
A. Le concours des héritiers réservataires	21
B. La réduction des libéralités	22
C. Le Pacte dit «Valkeniers»	23
D. La conversion de l'usufruit du conjoint survivant	23
Section 2. La réforme des régimes matrimoniaux en quatre points essentiels	24
§ 1. La vente entre époux	24
§ 2. La solidarité en régime de séparation de biens	25
A. La clause de participation aux acquêts	25

B. La clause d'équité judiciaire	26
§ 3. Du statut de certains biens en régime de communauté légale	27
§ 4. La clause d'apport anticipé	28
Section 3. La programmation successorale	29
§ 1. Introduction	29
§ 2. Les tarifs en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux	31
A. Les droits de succession	31
B. Les droits de donation	32
§ 3. Le domicile fiscal ou le shopping fiscal	32
§ 4. Les pièges à éviter et quelques armes de l'administration	33
A. Article 7 du Code des droits de succession	33
B. Article 8 du Code des droits de succession	34
C. Articles 9 à 11 du Code des droits de succession	36
§ 5. Les biens meubles	39
A. Principes	39
B. Les donations	39
C. Les pactes adjoints	47
D. Charges de paiement	49
§ 6. Les biens immeubles	50
A. Principes	50
B. L'immeuble familial	53
C. Échelonnement des donations	54
D. Avantages et inconvénients d'un apport en société d'immeubles	54
E. Réserve d'usufruit	57
F. Changement de régime matrimonial	58
G. Morcellement des donations	61
Conclusion	62
L'influence de la fiscalité sur la vie du couple	65
<i>Bernard MAQUET</i>	
Introduction	65
Section 1. Impôts sur les revenus	66
§ 1. L'établissement de l'impôt	66
A. Historique	66
B. Situation actuelle	70

§ 2. Procédure	72
A. Notification des indices de fraude	73
B. Avis de rectification	73
C. Réclamation et dégrèvement d'office	73
§ 3. Le recouvrement de l'impôt	75
A. Le recouvrement dans le chef des conjoints	75
B. Le recouvrement dans le chef des conjoints séparés de fait	79
Section 2. Droits de succession et d'enregistrement	82
§ 1. Introduction	82
§ 2. Droits de succession	82
A. Tarif applicable en Région wallonne	83
B. Tarif applicable en Région de Bruxelles-Capitale	86
C. Tarif applicable en Région flamande	88
§ 3. Droits d'enregistrement	90
A. Tarif applicable en Région wallonne	90
B. Tarif applicable en Région de Bruxelles-Capitale	92
C. Tarif applicable en Région flamande	93
Conclusion	94

Le droit patrimonial des couples : quelques questions à la croisée des pratiques de l'avocat et du notaire

Aurélie NOTTET

Introduction	95
Section 1. Régime légal de communauté	96
§ 1. Le emploi mobilier	96
A. Impact sur la problématique des récompenses en cas de dépréciation du meuble acquis en (r)emploi	97
B. Droit transitoire	99
§ 2. L'assurance-vie individuelle	100
A. Contrat d'assurance antérieur au mariage	100
B. Prestation d'assurance perçue peu de temps avant le divorce	101
C. Prestation d'assurance perçue à l'occasion du décès	103
D. Contrat d'assurance toujours en cours au moment du divorce	105
Section 2. Régime de séparation de biens	108

§ 1. La preuve des créances entre époux	108
A. Quelles sont les créances visées?	109
B. À partir de quand la nouvelle règle peut-elle être appliquée (droit transitoire)?	110
C. Approche critique	113
§ 2. L'attribution préférentielle	117
A. Intérêts pour l'avocat	119
B. Conditions et champ d'application. Synthèse	119
C. Droit transitoire	121
Section 3. Régimes mixtes ou séparatistes corrigés	121
§ 1. Participation aux acquêts	123
§ 2. Patrimoine d'affectation	124
§ 3. La correction judiciaire en équité	126
A. Conditions et application dans le temps	127
B. Analyse critique	128
Conclusion	131

Le couple face aux procédures d'insolvabilité à l'aune du Code de droit économique 135

David PASTEGER et Valérie THIRION

Introduction	135
Section 1. Champ d'application du livre XX du CDE : la faillite et la réorganisation judiciaire étendues à toute entreprise (même non commerciale)	137
Section 2. Faillite : la situation du débiteur failli et de ses proches	141
§ 1. Les effets de l'ouverture de la procédure : le dessaisissement et la réalisation intégrale du patrimoine du failli	141
A. Cristallisation des actifs au jour de la faillite	141
B. Les effets du dessaisissement	143
§ 2. Les mesures de faveur	143
A. En faveur du failli : l'effacement	143
B. En faveur des proches du failli : la libération de (certaines) dettes « effacées »	153
C. En faveur des sûretés personnelles du failli : la décharge	160
Section 3. Réorganisation judiciaire	162
§ 1. Les effets de l'ouverture de la procédure : la suspension des voies d'exécution sans dessaisissement	162

A.	Les effets du sursis...	162
B.	... profitent aux proches du débiteur...	162
C.	... et aux sûretés personnelles à titre gratuit	163
§ 2.	L'effacement après le transfert intégral de l'entreprise	164
A.	L'effacement des dettes du débiteur	165
B.	L'effacement des dettes des proches du débiteur	166
C.	L'effacement de l'engagement de la sûreté personnelle	167
Section 4.	Règlement collectif de dettes : les nouveautés depuis l'adoption du livre XX du CDE	167
§ 1.	Objet de la présente section	167
§ 2.	Limitation, par la bande, du champ d'application <i>ratione materiae</i> du règlement collectif de dettes	168
§ 3.	Article 1675/7, § 2, du Code judiciaire : nouvelle procédure de report ou d'abandon de la vente de biens saisis	170
	Conclusion	171
 Droit des biens au sein du couple : ce qui est à toi devient à moi... l'inverse, on verra !		175
<i>Elisabeth JADOUL et Raluca POPA</i>		
Partie I. Preuve de la propriété mobilière entre concubins : une décade d'applications jurisprudentielles		175
Introduction : preuve de la propriété en général		175
Section 1. Au sein du couple		177
§ 1.	L'article 2279 du Code civil, règle de preuve : une présomption de titre	177
§ 2.	Quand la finance contredit le titre	181
§ 3.	À défaut d'un droit de propriété exclusif : un droit de copropriété ?	182
Section 2. Vis-à-vis de certains tiers		183
§ 1.	Héritiers <i>vs</i> concubin survivant	183
§ 2.	Les droits des créanciers et l'action en distraction	185
Conclusion		189
Partie II. Couple et propriété des constructions : applications jurisprudentielles		190
Introduction : la renonciation à l'accession et le droit de superficie en théorie		190
ANTHEMIS		251

Section 1. Renonciation à l'accession et droit de superficie en pratique : les voies possibles	191
§ 1. Un contrat constitutif de superficie, pour la sécurité ?	191
§ 2. Le mécanisme de la superficie-conséquence, un palliatif ?	192
§ 3. Un palliatif certes, encore faut-il qu'il soit utilisé à bon escient...	194
§ 4. Une renonciation à l'accession tacite ?	197
Section 2. Renonciation à l'accession et droit de superficie en pratique : les questions subséquentes	199
§ 1. La sortie d'indivision	199
§ 2. L'enrichissement sans cause	201
Conclusion	202
Qui prend la porte en cas de violences conjugales ?	203
<i>Françoise WILMOTTE</i>	
Introduction	203
Section 1. L'article 410 du Code pénal	207
Section 2. La loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique	208
§ 1. Conditions d'application	208
A. Personnes visées	208
B. La résidence	208
C. Menace	209
§ 2. Effets	209
§ 3. Procédure	209
A. La phase d'enquête policière	210
B. La phase non juridictionnelle	212
C. La phase judiciaire	215
§ 4. Loi du 15 juin 2012 tendant à réprimer le non-respect de l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique et modifiant les articles 594 et 627 du Code judiciaire	217
§ 5. Loi du 30 juillet 2013 portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse	218
§ 6. Application de la loi du 15 mai 2012	218
Section 3. L'attribution préférentielle provisoire dans le cadre de la séparation	220

§ 1.	Les conjoints et cohabitants légaux : les mesures urgentes et provisoires de l'article 1253 ^{ter} /5 du Code judiciaire	220
A.	Les conjoints	220
B.	Les cohabitants légaux	221
§ 2.	Les conjoints, cohabitants légaux et cohabitants de fait : les mesures provisoires de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire	225
§ 3.	Les ex-cohabitants légaux et cohabitants de fait : les mesures urgentes de l'article 584 du Code judiciaire	225
Section 4.	L'attribution préférentielle définitive en cas de liquidation du régime matrimonial : l'article 1389/2 du Code civil	226
Section 5.	Et en cas de décès ?	232
§ 1.	Les conjoints : l'article 1389/1 du Code civil	232
§ 2.	Les conjoints et cohabitants légaux : l'indignité successorale	234
A.	Causes d'indignité successorale	234
B.	Conséquences de l'indignité successorale	238
§ 3.	Le droit commun : la révocation des donations, legs et testaments pour cause d'ingratitude	242
A.	En cas de donation	242
B.	En cas de testament ou legs	243
C.	La donation de biens à venir	244
Conclusion		244